

Le collectif « Non à la politique de la peur » fait la proposition d'un rendez-vous de convergence militante



Une proposition du collectif « Non à la politique de la peur » pour que convergent les talents et les efforts de celles et ceux qui s'opposent aux avancées sécuritaires et autoritaires du gouvernement, qu'elles se déploient sur un terrain général ou sur le champ professionnel.

Voulez-vous télécharger le texte du collectif ? [Cliquez ici](#)

A l'initiative du collectif « Non à la politique de la peur », une proposition de rassemblement des différents réseaux le 1^{er} mai au matin.

Le texte ci-dessous et ci-joint a été communiqué le 22 mars à l'Appel des appels, à Montreuil. Il a d'ores et déjà reçu un accueil favorable du « Collectif de défense des services publics », des « Etats généraux de la justice pénale », de la « Nuit sécuritaire », ainsi que de la Fondation Copernic, du Syndicat de la magistrature. Le PS a également manifesté son intérêt lors de son Zénith « printemps des libertés ».

La LDH a largement participé à cette construction des convergences et invite ses sections à y prendre toute leur place. Toute collaboration, toute participation est la bienvenue et la LDH mettra tout en œuvre pour les susciter et élargir encore ce rassemblement.

TEXTE DU COLLECTIF:

Arrêtons le massacre !

Ensemble contre la casse sociale et le sécuritaire

Là où nous sommes, nous sommes divers. Chacun de nous a ses engagements, son métier, son éthique de professionnel et de citoyen. Chacun des collectifs, chacune des organisations associatives,

syndicales, politiques a ses orientations et ses priorités.

Mais nous sommes confrontés au même rouleau compresseur, à la déconstruction des rapports sociaux, des services publics, des garanties des libertés. Opposer les individus les uns aux autres, exploiter la peur, organiser la surveillance, la délation, l'intimidation, traquer les diffuseurs de solidarité, c'est préparer la « guerre de tous avec tous ». Pour nous, l'Etat sécuritaire n'est pas la solution, mais le problème.

Nous refusons cette destruction du lien social qui attise tous les conflits et qui est porteuse de violences d'Etat comme de violences sociales. Nous refusons le populisme sécuritaire qui désigne des

boucs émissaires à la colère des victimes de la « pwofitasyon ». Nous voulons en finir avec ces « contre-réformes » qui, loin de répondre à la crise, en aggravent les effets délétères sur le vivre ensemble. Pour les remplacer par les vraies réformes, urgentes et nécessaires au retour du progrès

social et de l'état de droit.

Nous appelons à la construction, face à la crise sociale et aux contre-réformes sécuritaires, d'une société de solidarités, d'égalité et de garanties effectives des libertés individuelles.

Nous en appelons à une conception du Politique qui, au lieu de se nourrir de la fragmentation sociale, place au coeur de l'éthique démocratique la construction de nouvelles solidarités sociales et

citoyennes.

Nous appelons tous les citoyens qui partagent cette volonté et cet espoir à se rassembler dans la matinée du vendredi 1^{er} mai, devant l'Assemblée nationale et devant les préfectures de tous les départements, pour porter leurs revendications communes.